



FRANCE

Le difficile pari de Jean-Michel Blanquer pour maintenir l'école ouverte

L'exécutif tente de limiter les dégâts de la vague Omicron dans les établissements scolaires. Les risques de désorganisation dans le périscolaire et les cantines « sont forts », alertent les élus locaux.

Marie-Christine Corbier

[@mccorbier](#)

« Janvier sera tendu », indiquait dimanche Jean-Michel Blanquer au « Parisien », en dévoilant le nouveau protocole sanitaire pour les écoles. Face à la fulgurance du variant Omicron, le ministre de l'Éducation nationale évoquait, lundi, sur LCI, les « très grandes difficultés » de la situation, tout en se disant prêt à les « affronter ». La question était à l'ordre du jour d'une réunion à Matignon autour de Jean Castex, lundi, sur « la continuité des services publics essentiels », dont « les lieux d'enseignement ».

« La chose la plus difficile », selon Jean-Michel Blanquer, réside dans « le fait que des gens se trouvent en difficulté par des formes modérées de la maladie et donc sont absents ». « Ça n'est pas gravissime, mais ça crée plus d'absents que d'habitude, estime-t-il. Ça peut désorganiser l'école. » Le mois dernier, le Conseil scientifique avait estimé à « un tiers voire plus » le nombre d'enseignants susceptibles d'être touchés par le virus en janvier « de manière directe ou indirecte ». « Nous sommes en train de nous organiser pour qu'il y ait une continuité du service public », assure Jean-Michel Blanquer. L'exécutif mise sur le nouveau protocole qui limite les durées

d'isolement des cas contacts, sur la multiplication des tests pour les élèves, sur l'incitation à la vaccination des 5-11 ans et appelle les maires à doter leurs écoles en capteurs de CO₂. Le ministre avait jusqu'ici encouragé leur « généralisation », mais en relativisant le rôle du capteur de CO₂ à celui d'un « thermomètre », « pas central dans la gestion de la crise sanitaire ».

« Plusieurs centaines de retraités »

Pour faire face au manque d'enseignants et de personnels dans les établissements, le ministère de l'Éducation nationale a suspendu toutes les absences liées aux formations continues. Et annoncé des recrutements de vacataires et de contractuels. Là où, aujourd'hui, pour 100 professeurs, le vivier de remplaçants est de 9 % dans le premier degré, le ministre compte « passer à au moins 12 % ». Des retraités volontaires vont aussi reprendre du service, à raison de « plusieurs centaines par académie », a-t-il annoncé, lundi.

Face aux inquiétudes des enseignants qui considèrent être « envoyés au casse-pipe », Jean-Michel Blanquer tente aussi de rassurer, en expliquant qu'ils sont beaucoup plus vaccinés que d'autres professions. Même si environ 10 %

d'entre eux continueraient de faire cours aux élèves sans l'être.

Il voudrait voir « le scénario optimiste » – « On a le sentiment que le pic est pour bientôt ». Et « pense que nous arriverons à traverser ce mois de janvier ». Mais « on est sur des sujets parfois imprévisibles », admet-il, comme par exemple « une hausse du nombre d'absents dans tel ou tel territoire ». « L'enseignement à distance peut être déclenché dans tous les cas », prévient déjà le ministre.

L'école, c'est aussi la cantine et le périscolaire. Or, la situation de l'emploi y était déjà très tendue avant la crise. « On ne trouve plus de remplaçants pour le périscolaire, pour la propreté des écoles, pour la restauration municipale... », rappelle Etienne Chauffour, chargé de l'éducation à France urbaine, l'association des élus des grandes villes. Il redoute « une rentrée pénible ». Il est « très probable qu'on n'arrive plus à assurer certains services », prévient-il, en évoquant les temps d'animation du périscolaire, la pause méridienne, la garderie du matin ou les centres de loisirs le mercredi. « Les risques sont forts », alerte-t-il.

En octobre, l'Association nationale des directeurs en charge de l'éducation dans les villes (Andev) avait tiré la sonnette d'alarme sur





« le manque criant d'animateurs » périscolaires dans les écoles, allant parfois « jusqu'à 37 % de déficit de présence » dans certaines situations. A Marseille et Rouen, plusieurs sources évoquaient déjà « une situation très tendue », lundi. Tandis que Strasbourg a prévenu, fin décembre, des risques de fermeture ponctuelle de certaines cantines, invitant les parents à faire déjeuner leur enfant à la maison. Ailleurs, des Hauts-de-France à la région Grand Est en passant par la Bretagne ou la Haute-Savoie, les transports scolaires – bus et trains – étaient aussi perturbés, lundi, avec des conducteurs positifs au Covid. ■

« Nous sommes en train de nous organiser pour qu'il y ait une continuité du service public. »

JEAN-MICHEL BLANQUER
Ministre de l'Éducation nationale

